

Entretien avec Connie Hedegaard

Publié en *L'Usine à GES* septembre 2010

Commissaire européenne à l'action climatique,
Connie Hedegaard n'a pas la langue dans sa poche.
En poste depuis un semestre, elle ne cesse de pousser
« les 27 » à durcir la lutte contre les changements
climatiques. En exclusivité pour *L'Usine à GES*,
elle dresse un premier bilan de son action.

Le marché des quotas d'émission est l'emblème de l'action climatique européenne. Est-il vraiment efficace ?

C.H. : Oui. Bien sur, il pourrait faire plus et mieux, mais il est, jusqu'ici, la meilleure solution que le monde ait trouvée et cela fait assurément une différence. Les problèmes de jeunesse ont été corrigés et maintenant, il fonctionne.

L'énorme surplus de quotas de la phase actuelle ne menace-t-il pas la tenue des prix du carbone à l'avenir ?

C.H. : C'est un grand défi, que nous pouvons relever de différentes façons. Par exemple, grâce à des objectifs plus ambitieux qui permettraient de porter le prix du carbone à un tel point que cela susciterait l'innovation dont nous avons besoin. Nous sommes aussi en train de préparer un énorme exercice d'étalonnage des industries européennes les plus exposées aux fuites de carbone. Nous établissons combien elles recevront de quotas gratuits et combien seront payants. Quand nous aurons fini, il y aura certainement un surplus qui pourra être redistribué à ceux qui vont dans la bonne direction, comme des accélérateurs d'innovation □.

Craignez-vous d'être accusée par l'industrie d'ajuster le marché après coup ?

C.H. : L'industrie sait que c'est elle-même, et non la Commission, qui ne voulait pas 100 % d'enchères.

Tant que les quotas leur reviennent, les industries sont d'accord sur le fait que l'Europe a besoin d'innover et qu'il faut récompenser ceux qui font les premiers pas en ce sens.

En parlant de plus d'ambition, comment allez-vous faire avancer le débat sur les 30 % de réduction, cet automne ?

C.H. : Au printemps, on a légèrement changé les termes du débat. Jusqu'ici, il était dit qu'on pouvait aller à 30 % si d'autres faisaient des efforts comparables. Maintenant, on dit que les conditions sont réunies, ce qui signifie aussi que si on le fait, ce doit être au bon moment, compte tenu du contexte des négociations internationales. On a aussi dit pour la première fois que l'Europe y a son intérêt et j'ai apprécié que les ministres de l'Environnement français, britannique et allemand se soient déclarés à 100 % en ligne avec nous au mois de juillet. C'est d'une telle discussion que nous avons besoin dans chacun de nos 27 États membres.

À quel point pensez-vous que M. Sarkozy et Mme Merkel soutiennent leurs ministres de l'Environnement ?

C.H. : Demandez-le leur ! Mais à l'époque où j'étais ministre, je n'aurais jamais écrit un grand article dans le *Financial Times* avec mes homologues sans le soutien de mon gouvernement. Le paradoxe qui m'inquiète le plus, c'est que la Chine avance très très lentement à la table

des negociations, alors qu'elle avance tres tres vite sur le terrain. Je suis convaincue que quand nous verrons leur prochain plan quinquennal, nous serons ebahis par la vitesse a laquelle ils avancent. L'Europe est leader en matiere d'efficacite energetique. Nos exportations dans le domaine nous rapportent beaucoup et creent beaucoup d'emplois. Si nous voulons preserver cela a l'avenir, nous devons oser etre ambitieux - pas dans 10 ou 20 ans, mais des maintenant. Nous devons passer a un objectif de reduction plus eleve des que possible.

Pensez-vous à une composante carbone dans les taxes sur l'énergie?

C.H. : C'est preferable. A l'avenir, l'Europe devrait taxer davantage ce qu'on brule que ce qu'on gagne. Nous devons etre competitifs sur la maniere de taxer le travail, car nous avons besoin de gens qui travaillent. Pour financer notre systeme d'Etat-providence, nous devons augmenter les prelevements sur l'usage des ressources, qui seront a l'avenir plus rares et plus cheres.

Les MDP sont un des facteurs qui vont influencer l'avenir du marché du carbone européen. Quels critères envisagez-vous pour la qualité des crédits MDP entrant dans l'UE ?

C.H. : Nous devons tout d'abord en finir, si possible, avec les credits des projets HFC-23. Ce gaz industriel est tres polluant et de tels projets ne sont pas vraiment ☐ environnementalement ☐ integres. Ensuite, je crois que nous devons penser a cesser d'abreuver de milliards les economies emergentes pour lancer des projets MDP plus programmatiques, dans des secteurs comme l'acier, le fer ou l'aluminium et travailler ensemble a faire une difference a grand echelle. Les projets MDP isoles et individuels devraient plutot etre diriges vers les pays les moins developpes. Pour y parvenir, il faudrait reformer le systeme des MDP, le rendre moins bureaucratique car pour certains gouvernements, c'est tout simplement trop complique !

Peut-on imaginer que les crédits de projets HFC-23 soient abandonnés dès 2013 ?

C.H. : C'est une option. J'ai demande a mes services de me faire rapidement une evaluation de ce qui est faisable dans ce domaine, afin de ne plus financer des projets dont l'integrite environnementale semble faire default. Cette evaluation m'arrivera d'ici fin octobre - debut novembre, donc d'ici a quelques mois, nous aurons des propositions.

Avez-vous démarré des projets pilotes pour les réductions d'émission sectorielles ?

C.H. : Je l'ai suggéré au ministre chinois fin avril et il a dit « *d'accord, voyons cela ensemble* ». Un groupe d'experts de la Commission s'est donc rendu en Chine en juillet dernier. Ce n'est pas facile a mettre en place, mais au moins on a demarre le dialogue sur l'approche sectorielle. Je crois que si les Chinois sont ouverts a la question, c'est parce qu'ils se demandent aussi ce qu'ils peuvent faire face a leur industries energivores comme celles de l'acier ou du ciment.

Qu'attendez-vous de la conférence de Cancun ?

C.H. : L'UE est prete depuis longtemps, mais ce sera difficile a Cancun. Notre ambition, ce sont d'abord des accords sur l'adaptation et la deforestation. Et puis les pays developpes doivent maintenant concrétiser le financement rapide promis a Copenhague. On peut peut-être aussi se mettre d'accord sur l'architecture du financement a long terme. Et si tout le monde s'y met, on devrait aussi pouvoir se mettre d'accord sur comment notifier, mesurer et verifier ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord. Donc on peut avoir une serie d'accords a Cancun, mais cela necessitera une volonte commune de compromis.

Peut-on déjà discuter d'objectifs ?

C.H. : Les 2 °C doivent se refléter dans les textes de negociations formels et non plus seulement dans l'Accord de Copenhague. Pour être franche, je ne vois pas comment les discussions sur les objectifs pourraient aboutir a Cancun, simplement parce que les Américains ne sont pas parvenus a adopter de legislation. En matiere d'objectifs, a part l'UE, personne n'a rien dit de nouveau dans les principales capitales. J'espere qu'a Cancun, on pourra s'accorder

sur une serie de dossiers et montrer ainsi a tous qu'il y a quelque chose pour chacun !
Ce sera alors plus facile l'annee prochaine, en Afrique du Sud, de se mettre d'accord sur la forme juridique et les objectifs. Celui des 2 °C n'est pas obsolete, car avec ce que nous faisons actuellement, il est encore possible d'avoir 50 % de chances de rester au-dessous des 2 °C de rechauffement mondial. Mais si chaque annee les acteurs-cles repoussent l'action, c'est de moins en moins certain. Le cout de l'inaction est tres eleve, plus que celui de l'action